

Je t'aime, moi non plus

Mouvements sociaux et partis, entre critique et instrumentalisation

L' époque où une science politique condescendante réservait aux mouvements sociaux le statut inférieur de « formes non conventionnelles » de participation politique est désormais révolue. La protestation collective a, au cours des dernières décennies, acquis une légitimité dont une des principales attestations est sans doute son adoption par des groupes sociaux jusqu'à présent peu enclins à recourir à la rue pour faire entendre leurs revendications. Que certains des plus importants cortèges de manifestants de ces dernières années aient été emmenés par une Ludovine de la Rochère (née Mégret d'Étigny de Sérilly) en fournit à sa manière une indication.

Cette extension (sociale) du domaine de la lutte s'accompagne fréquemment d'un discours de célébration. Les mouvements sociaux ne proposeraient pas seulement une autre politique, mais une meilleure politique, à même de bousculer un jeu institutionnel monopolisé par des appareils partisans sclérosés et une « caste » de professionnels vivant pour, mais surtout de la politique. Toute une littérature sociologique et journalistique s'est ainsi employée à valoriser un « nouveau militantisme » que caractériserait son humeur critique à l'égard d'un

LILIAN MATHIEU

monde politicien honni. Jacques Ion, Spyros Franguiadakis et Pascal Viot signalent par exemple l'écart volontairement entretenu par l'« agir militant actuel » avec la « sphère instituée du politique » et la récurrence, au sein des collectifs protestataires, d'une critique du « poids des "appareils" ou [de] la "trahison" des élus »¹. Même constat chez Laurent Jeanneau et Sébastien Lernould qui avancent que, développant une « allergie à la politique politicienne », les « nouveaux militants » seraient désormais convaincus que « le militantisme partisan est une perte de temps »².

Mais il faut rappeler d'abord que le constat n'est pas aussi nouveau que le suggèrent ces auteurs. L'idée que les mouvements sociaux développeraient eux aussi une action politique, différente mais tout aussi légitime voire

1. Jacques Ion, Spyros Franguiadakis, Pascal Viot, *Militer aujourd'hui*, Paris, Autrement, 2005, p. 127.
2. Laurent Jeanneau, Sébastien Lernould, *Les Nouveaux militants*, Paris, Les Petits matins, 2008, p. 189.

plus efficace que celle des partis, a été proclamée il y a une vingtaine d'années par Act Up et un ensemble d'organisations. Lancé à l'occasion des législatives anticipées de 1997, leur appel intitulé « Nous sommes la gauche » interpellait les partis de la gauche de gouvernement en dénonçant leur désertion d'une série de terrains de lutte sur lesquels leurs militants se seraient trouvés seuls à agir. Il en appelait également à de nouveaux rapports entre mouvements et partis, où la capacité d'innovation et la responsabilité des premiers seraient davantage reconnues par les seconds : « Nous serons derrière elle [la "gauche officielle"], parce qu'elle a besoin de nous, des nouvelles formes de citoyenneté que nous avons inventées là où elle a manqué d'imagination et des exigences que nous formulons là où elle s'est tue ». Le texte se concluait par cette proclamation d'existence pleinement politique : « Nous sommes la gauche parce que nous la faisons »³.

En remontant dans le temps, l'idée qu'au sein des mouvements sociaux s'inventerait une manière de « faire de la politique autrement » apparaît comme un leitmotiv des années 1970⁴. La séquence contestataire ouverte en mai 68 a impulsé une vague de mobilisations à même d'imposer un ensemble de thèmes et d'enjeux sur un agenda institutionnel pourtant peu disposé

à les accueillir : revendications féministes, homosexuelles, régionalistes, écologistes ou encore antimilitaristes se sont exprimées avec vigueur en empruntant un répertoire d'action protestataire plutôt que les canaux institués de la représentation politique. Cette inventivité et ce dynamisme ont progressivement conduit les partis de gauche – et en premier lieu le PS – à rechercher au sein des mouvements sociaux les moyens d'une régénération de leurs effectifs et de leurs programmes. La liste des « 110 propositions » du candidat Mitterrand ressemble, de ce point de vue, à un catalogue des revendications de la décennie précédente, de l'abandon des projets militaire et nucléaire du Larzac et de Plogoff à la dépénalisation complète de l'homosexualité en passant par le statut des objecteurs de conscience, l'extension des droits des immigrés ou la légalisation des radios libres.

Par ailleurs, les célébrations contemporaines du « nouveau militant » fournissent des explications erronées d'un constat pertinent. Le constat est celui d'une différenciation avérée des militantismes qui se déploient respectivement au sein de l'espace des mouvements sociaux et du champ politique⁵. Au cours d'une période que l'on peut faire débiter par la mobilisation de 1995 contre le plan Juppé, la conviction s'est progressivement consolidée qu'un mouvement social d'ampleur était en mesure de faire reculer un gouvernement par la force de ses seuls moyens, sans passer par le relais de l'opposition parlementaire. Si cette conviction s'est

3. Le texte de l'appel peut être lu ici : <http://www.actupparis.org/spip.php?article322> ; sur cette initiative et ses suites, cf. Lilian Mathieu, « Act Up ou la tentation du politique. Sur les recompositions de la gauche protestataire de 1997 à 2002 », *Modern & Contemporary France*, 15 (2), 2007, p. 153-168.

4. Héléne Hatzfeld, *Faire de la politique autrement. Les expériences inachevées des années 1970*, Rennes, PUR, 2005.

5. Lilian Mathieu, *L'Espace des mouvements sociaux*, Bellecombe-en-Bauges, Les éditions du Croquant, 2012.

récemment épuisée sous l'effet d'une succession d'échecs et de régressions sociales, ce recul ne s'est pas pour autant traduit par un balancement inverse en faveur du jeu politique institutionnel. En d'autres termes, l'affaiblissement et la rétraction de l'espace des mouvements sociaux n'atténuent en rien la défiance à l'égard du champ politique, comme l'attestent les niveaux élevés de l'abstention⁶.

Une première erreur d'interprétation réside dans la propension des tenants du « nouveau militantisme » à rapporter la défiance à l'égard des partis à des facteurs exclusivement endogènes au recrutement des mouvements sociaux. L'avènement annoncé d'un militant désormais jaloux de sa liberté de pensée et d'action, soucieux de préserver son quant-à-soi devant les risques de l'« embrigadement » et pour cela adepte des formations « réticulaires » où il peut déployer un engagement « distancié », a été systématiquement démenti par les enquêtes empiriques. Non seulement l'opposition entre un « ancien » militantisme – sacrificiel et asservi à l'organisation – et un « nouveau » – propre à des individus libérés de toute détermination idéologique ou sociale – a été invalidée, mais elle contribue, comme l'a montré Annie Collovald, à disqualifier symboliquement, en les « ringardi-

sant », les formes d'engagement propres aux classes populaires⁷.

En d'autres termes, ce n'est pas parce que les militants d'autrefois auraient été plus aliénés et ceux d'aujourd'hui plus lucides et émancipés que la défiance des mouvements sociaux à l'égard des partis s'est accrue. Elle tient prioritairement aux évolutions du champ politique et, avant tout, au renforcement de sa clôture. L'époque paraît révolue où des militants associatifs rejoignaient « le PS à travers des formes d'engagement quotidien qui leur [faisaient] rencontrer l'injustice certes, mais aussi la nécessité d'une action politique pour réformer la société et agir plus efficacement sur le cours des choses »⁸. L'accès aux positions partisans dominantes s'est fermé aux militants au profit de professionnels mieux dotés en capitaux (scolaires, essentiellement, et acquis au sein d'écoles de pouvoir comme Sciences Po et l'ENA) désormais promus en critères de l'excellence politique. Le PS n'est d'ailleurs pas seul à gauche à avoir connu une appropriation du parti par des professionnels, puisque les mêmes tendances s'observent au sein du Parti communiste dont les dirigeants sont, de plus en plus, des élus ou leurs proches collaborateurs (membres de cabinets, directeurs de communication, chargés de mission, chefs de projets, etc.)⁹.

Dans ces conditions, il n'y a rien

6. Comme l'a relevé Éric Fassin (*in Gauche : l'avenir d'une désillusion*, Paris, Textuel, 2014), un des traits originaux de la situation de la France lorsqu'on la compare à d'autres pays européens (la Grèce et l'Espagne, spécialement) est que la disqualification des formations sociales-libérales n'a pas ouvert d'espace politique aux partis situés à sa gauche : la dynamique impulsée par la création du Front de gauche s'est essoufflée tandis que la tentative de refondation de l'extrême gauche autour du Nouveau Parti Anticapitaliste a tourné au désastre.

7. Annie Collovald, « Pour une sociologie des carrières morales des dévouements militants », *in* Annie Collovald (dir.), *L'Humanitaire ou le management des dévouements*, Rennes, PUR, 2002, p. 177-229.

8. Rémi Lefebvre, Frédéric Sawicki, *La Société des socialistes*, Bellecombe-en-Bauges, Les éditions du Croquant, 2006, p. 59.

9. Julian Mischi, *Le Communisme désarmé. Le PCF et les classes populaires depuis les années 1970*, Marseille, Agone, 2014.

d'étonnant à ce que des aspirants militants, soucieux de mener une action publique concrète, se détournent des partis et s'orientent plutôt vers les fractions les plus combattives du secteur associatif. La recherche menée par Éric Agrikoliansky sur la Ligue des droits de l'Homme avait déjà noté que nombre de ses membres étaient issus de partis de gauche, lassés de constater que leur dévouement à leur organisation n'était que d'un faible poids face aux enjeux de carrière individuelle de professionnels de la politique monopolisant l'essentiel des rétributions militantes¹⁰. De fait, si les partis attirent moins de militants, c'est surtout parce qu'ils en ont moins besoin et les recherchent moins. La rationalisation et la professionnalisation de leurs activités les amènent à rechercher surtout des cadres dotés de compétences scolairement certifiées et à développer des stratégies de communication plutôt que de recrutement. La désignation de candidats lors de primaires largement ouvertes, tout comme la multiplication des adhésions à bas coût et sans exigence de véritable engagement, sont des attestations de la faible considération que les partis portent désormais à leurs membres actifs¹¹.

L'enquête d'Agrikoliansky a montré l'intérêt d'une approche de ces questions en termes de carrière militante. Elle permet de reconstituer des parcours individuels qui cumulent ou font se succéder – au gré des changements du contexte et des étapes biographiques

– engagements dans des partis, des syndicats et/ou des mouvements sociaux. Comme l'avait indiqué Hirschman, la déception est un moteur puissant des reconversions militantes¹² : lorsque le Grand Soir promis par l'organisation révolutionnaire se fait désespérément attendre ou lorsque l'arrivée au pouvoir du parti débouche sur des reniements, il peut, en effet, paraître judicieux de lutter pour des objectifs plus modestes, mais plus facilement atteignables.

Le phénomène inverse est également possible : le militantisme dans un mouvement social peut déboucher sur un engagement dans un parti. Lorsque les problèmes ou injustices traités par le mouvement sont rapportés à des décisions gouvernementales, le passage au politique peut être conçu comme une manière d'agir sur leurs causes plutôt que de traiter leurs effets et relever d'une forme de « montée en généralité » au regard des enjeux, plus limités et ancrés dans le quotidien, abordés par le mouvement. Un tel raisonnement apparaît souvent après de longues années consacrées à la défense d'une même cause, lorsque guette le découragement devant la maigreur des résultats obtenus ou lorsque s'installe la lassitude d'un activisme devenu routinier.

Cette disponibilité à la reconversion militante suppose toutefois que des opportunités soient offertes, en l'occurrence que le champ politique soit ouvert à l'intégration de personnalités extérieures. De façon apparemment paradoxale, la fermeture du monde

10. Éric Agrikoliansky, *La Ligue française des droits de l'Homme et du citoyen depuis 1945*, Paris, L'Harmattan, 2002.

11. Rémi Lefebvre, *Les Primaires socialistes. La fin du parti militant*, Paris, Raisons d'agir, 2011.

12. Albert O. Hirschman, *Bonheur privé, action publique*, Paris, Fayard, 1983 ; voir également Gérard Mauger, « Gauchisme, contre-culture et néo-libéralisme : pour une histoire de la "génération 68" », in Curapp, *L'Identité politique*, Paris, PUF, 1994, p. 206-226.

partisan offre aux animateurs des mouvements sociaux de telles opportunités de reconversion en politique. C'est, en effet, pour parer au reproche de constituer un univers fermé de professionnels guidés par leurs seuls intérêts de carrière et dont le recrutement (social, scolaire, de genre ou « ethnique ») est par trop homogène, que les partis répondent par une « ouverture à la société civile » qui les conduit à se tourner vers les mouvements sociaux pour en recruter les éléments les plus en vue. L'extériorité à l'univers partisan tend ainsi à devenir une ressource politique de premier plan et cela notamment, loi sur la parité aidant, pour les femmes : « Le recrutement des candidates hors des filières partisans permet [...] d'afficher un souci de promotion de la société civile qui apparaît comme l'envers de la politique comprise en un sens étroit, partisan, politicien et donc éloigné des réalités ordinaires et quotidiennes des électeurs »¹³.

S'agissant en particulier de candidats issus des mouvements sociaux, le transfert au politique est d'autant plus aisé qu'ils disposent d'un capital de sympathie que le parti peut capter à son avantage. Les exemples se sont multipliés, ces dernières années, de ces animateurs de mouvements sociaux à qui la notoriété tirée de cet engagement a permis d'accéder à des postes électoraux. Fondatrice de l'association féministe Mixcité, Clémentine Autain a été élue apparentée communiste à la mairie de Paris de 2001 à 2007 et poursuit depuis sa carrière au Front de gauche. Ancienne présidente d'Act Up, Emmanuelle Cosse est élue régionale « Europe-éco-

logie », parti dont elle est aujourd'hui secrétaire générale. Respectivement ancien porte-parole de la Confédération paysanne et animatrice de Jeudi noir, José Bové et Karima Delli ont été élus députés européens (Europe-écologie) en 2009. Ancienne présidente de Sauvons la recherche, Isabelle This-Sant-Jean a été élue en 2010 sur une liste du PS au conseil régional d'Île-de-France. Augustin Legrand (fondateur des Enfants de Don Quichotte), Julien Bayou (animateur de Génération précaire, Jeudi noir et Sauvons les riches) ou encore Caroline Mécary (ancienne co-présidente de la « Fondation Copernic ») sont conseillers régionaux Europe-écologie depuis 2010. De tels transferts de l'espace des mouvements sociaux au champ politique supposent l'appropriation d'un capital collectif de légitimité – celui accumulé par le mouvement – à des fins de promotion individuelle. Ce faisant, ils s'exposent à l'imputation de « carriérisme » par les anciens camarades de lutte qui, interdisant tout retour à l'espace des mouvements sociaux, contraignent les nouveaux élus à se soumettre aux règles du jeu partisan pour pouvoir maintenir leur position institutionnelle.

La fréquence de ces reconversions individuelles vient battre en brèche le lieu commun qui veut que les mouvements sociaux actuels se désintéressent de la politique institutionnelle. S'il est manifeste que l'action des mouvements se développe à l'écart de la compétition électorale et que leurs militants se montrent volontiers critiques à l'égard des partis et des institutions, il serait hâtif d'en conclure, comme les auteurs cités en début d'article, que ceux qui disposent de capitaux politiquement convertibles seraient définitivement

13. Catherine Achin *et al.*, *Sexes, genre et politique*, Paris, Economica, 2007, p. 41-42.

immunisés par rapport aux perspectives de carrière que les partis sont susceptibles de leur offrir. De fait, il semble aujourd'hui que l'adoption d'une posture critique de la politique partisane soit devenue une ressource appréciable pour accéder aux mandats électifs. ■